



Arrêté préfectoral n°2025 - 869 du 21 mai 2025

mettant en demeure la société CHRISTIAENS de respecter certaines dispositions de l'arrêté préfectoral n°2013-2405 du 14 octobre 2013 relatif à l'exploitation, sur le territoire des communes de Mouzay et Lion-devant-Dun, d'une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires et de ses installations annexes

**Le Préfet de la Meuse,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le Code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.171-11, L.511-1, L.514-5 et R.171-1 ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 15 février 2023 portant nomination de M. Xavier DELARUE, Préfet de la Meuse ;

Vu l'arrêté du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2023-2130 du 21 août 2023 accordant délégation de signature à M. Christian ROBBE-GRILLET, Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2013-2405 du 14 octobre 2013 autorisant la société CHRISTIAENS à exploiter, sur le territoire des communes de Mouzay (55700) et de Lion-devant-Dun (55110), une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires et ses installations annexes (installation de traitement de matériaux, centrale de malaxage, plate-forme de transit des matériaux) ;

Vu la visite de contrôle de la carrière susvisée, effectuée le 2 avril 2025, par l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est, référencé LD/188-2025, en date du 22 avril 2025, établi à la suite de la visite de contrôle précitée, et dont copie a été remise à la société CHRISTIAENS, par courrier recommandé avec accusé de réception le 28 avril 2025, lui permettant, conformément aux dispositions fixées par les articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement, de formuler ses observations auprès du Préfet de la Meuse dans un délai de 15 jours à réception ;

Vu l'acte de cautionnement solidaire, reçu le 9 mai 2025, relatif aux garanties financières exigées pour ce type d'exploitation ;

Considérant que l'acte de cautionnement solidaire susvisé est exprimé « hors taxes » et non « toutes taxes comprises » tel qu'exigé par l'arrêté ministériel du 9 février 2004 susvisé ;

.../...

Considérant que la visite de contrôle précitée a permis de constater que les dispositions réglementaires suivantes n'étaient pas respectées :

- absence de garanties financières, conformément à l'article n°11.3 de l'arrêté préfectoral n°2013-2405 du 14 octobre 2013,
- anticipation de l'exploitation d'une zone en décalage du calendrier prévu par le plan de phasage, sans que cette modification ne soit portée préalablement à la connaissance de l'autorité préfectorale, conformément à l'article R.181-46 II du Code de l'environnement,
- absence de plan de la carrière à jour, conforme à l'article n°8.4.1 de l'arrêté préfectoral n°2013-2405 du 14 octobre 2013 précité,
- absence de point d'aspiration pour la lutte contre l'incendie, prévu à l'article n°8.7.1 de l'arrêté préfectoral n°2013-2405 du 14 octobre 2013 ;

Considérant que cette situation est de nature à porter préjudice aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse,

ARRÊTE

Article 1er : Portée du présent arrêté

La société CHRISTIAENS, dont le siège social est situé RD 87, Le Bochet de la Lorraine à EPAUX BEZU (02400), est mise en demeure pour l'exploitation de sa carrière située sur le territoire des communes de Mouzay (55700) et de Lion-devant-Dun (55110), de respecter les prescriptions suivantes :

- **sous 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, transmettre une attestation de** garanties financières conforme à l'article 11.3 de l'arrêté préfectoral n°2013-2405 du 14 octobre 2013 ;
- **sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, transmettre une actualisation du plan de** phasage de l'exploitation, accompagnée de tous les éléments d'appréciation, conformément à l'article R.181-46-II du Code de l'environnement,
- **sous 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, fournir un plan à jour de la carrière, établi à** une échelle adaptée, intégrant l'ensemble des éléments listés à l'article n°8.4.1 de l'arrêté préfectoral n°2013-2405 du 14 octobre 2013,
- **sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, disposer d'un point d'aspiration pour assurer** la lutte contre l'incendie, tel que prévu à l'article n°8.7.1 de l'arrêté préfectoral n°2013-2405 du 14 octobre 2013.

Article 2 : Sanctions administratives

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1^{er} du présent arrêté de se conformer aux prescriptions de cet arrêté, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 : Information des tiers

Le présent arrêté est publié, conformément à l'article R.171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, sur le site internet des services de l'État en Meuse, pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification, en application de l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au Préfet de la Meuse, 40 rue du Bourg, 55012 BAR-LE-DUC Cédex,
- et/ ou recours hiérarchique, adressé au Ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche, Arche de la Défense, Paroi Sud / Tour Séquoia, 92055 LA DÉFENSE Cédex.

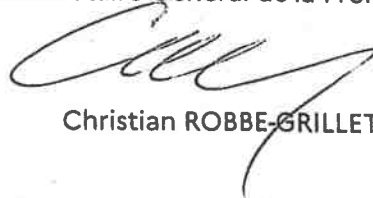
En outre, en application de l'article L.171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, elle peut être déférée devant le Tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois suivant sa notification ou suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique, issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence de deux mois gardé par l'administration.

Le Tribunal administratif de Nancy, peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 place de la Carrière, CO n°20038, 54036 NANCY Cédex, ou par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 : Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse et l'Inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est adressée, à titre de notification, à la société CHRISTIAENS et, pour information, aux Maires des communes de Mouzay et de Lion-devant-Dun, ainsi qu'au Sous-Préfet de l'arrondissement de Verdun.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général de la Préfecture,



Christian ROBBE-GRILLET

